

Le renseignement, l'homme et la machine

Autor(en): **Weck, Hervé de**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **132 (1987)**

Heft 4

PDF erstellt am: **29.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344770>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le renseignement, l'homme et la machine

par le major Hervé de Weck

De nos jours, les services de renseignement des Etats membres de l'OTAN et du Pacte de Varsovie sont capables d'éviter une surprise stratégique totale, ce que implique que les autorités politiques, comme les hauts commandements, ne se trouvent jamais pris complètement au dépourvu¹. D'autre part, les revers initiaux s'expliquent rarement par une faillite du renseignement stratégique. Les responsables de la nation n'ont peut-être pas compris l'importance de certains indices, ils n'ont pas cru les prévisions des spécialistes, ou des considérations de haute politique les ont empêchés de prendre les mesures nécessaires.

Preuves en soient le désastre subi par la France en 1940, le début de la guerre du Kippour si difficile pour les forces armées israéliennes. Les Américains, au cours des mois d'octobre et de novembre 1979, disposent d'indices pouvant indiquer l'imminence d'une intervention soviétique en Afghanistan. Les aéroports russes proches de ce pays connaissent une activité inhabituelle. Au Turkménistan, une mobilisation de réservistes vient compléter des divisions à faible état de préparation. Un bataillon de parachutistes arrive à Bagram dans les dix premiers jours de décembre².

Henry Kissinger rappelait dans ses mémoires que «les preuves de l'immi-

nence d'une attaque sont généralement noyées dans un bruit de fond, c'est-à-dire cachées par un tir de barrage fait de renseignements plus ambigus, inutiles ou contradictoires les uns que les autres. (...) L'assaillant peut révéler ses agissements mais tromper délibérément sa victime quant aux objectifs poursuivis³.» Churchill disait plus simplement que «la vérité est si précieuse qu'elle devrait toujours être préservée par un rempart de mensonges⁴.»

En revanche, une surprise totale reste possible au niveau tactique. Des sections, des compagnies, voire des régiments se sont fait détruire, parce que des services de renseignement à la troupe n'avaient rien décelé de la manœuvre de l'adversaire.

Renseignements stratégiques

Si les prévisions d'un Condé, d'un Frédéric II, pendant une campagne, s'apparentaient à des calculs de probabilité, c'est au sens que l'on donne aujourd'hui aux probabilités subjectives. «L'esprit saisit intuitivement, au milieu d'une masse de faits et d'arguments contradictoires, la voie juste, celle qui offre les meilleures chances⁵.» En fait, ces chefs dirigeaient une guerre, une campagne sur la base d'informations très lacunaires.

Aujourd'hui, les responsables politiques et militaires, qui vivent à l'ère de l'information instantanée et pléthorique, feraient bien de ne pas oublier les méthodes de ces grands maîtres.

Le Président des Etats-Unis, à propos de chaque événement important survenu dans le monde, reçoit un rapport mis à jour quelques minutes auparavant. Il apparaît comme l'homme le mieux renseigné du monde. Malgré tout, faire une appréciation correcte de la situation et des mesures à prendre reste pour lui une tâche très délicate, car quoiqu'on pense, il ne dispose jamais de l'ensemble des paramètres: comment les autorités des autres Etats jugent-elles vraiment les événements? Comment pensent-elles que lui, à la Maison-Blanche, va réagir, ce qui a sans doute influencé leurs décisions? «Rien n'est plus individuel que l'effet produit chez notre adversaire par une mesure que nous prenons⁶.» La politique, dont la stratégie militaire fait partie, ne saurait donc passer pour une science, ni faire l'objet d'une modélisation, partant d'un enseignement.

Incontestablement, les satellites livrent des photographies qui permettent de voir des objets d'une dimension inférieure à un mètre carré; incontestablement, la surveillance électronique, les avions *AWACS* offrent des possibilités extraordinaires; le traitement des informations par ordinateur, à condition que les données introduites soient exactes, fournit un décompte exhaustif des effectifs et des matériels

d'un adversaire potentiel, des cartes indiquant l'emplacement, l'importance de ses formations, voire les intentions de son haut commandement⁷. Pourtant, les technologies les plus sophistiquées ne sauraient remplacer l'intelligence et le flair de spécialistes qui connaissent leur métier. Parfois, le hasard fait bien les choses.

Une traductrice des services d'écoute de la BBC, en 1956, se rend compte que la Hongrie est le théâtre d'événements graves, parce que le speaker qu'elle suit habituellement manifeste une grande nervosité⁸. Après l'occupation des Malouines par les Argentins, personne, en Angleterre, ne connaît la date prévue pour le débarquement des forces de Sa Majesté à San Carlos. Un journaliste, faisant la synthèse de ce qu'il a entendu dire sur le *Canberra*, en arrive à une hypothèse qui se révélera exacte. «La première semaine de mai, le service médical avait entrepris de constituer une banque de sang. (...) D'après les confidences que lui avaient faites les médecins, il faudrait deux semaines aux donneurs (il s'agit de soldats appartenant au corps expéditionnaire) pour se retrouver 100% aptes; d'autre part, ce sang frais ne resterait utilisable qu'un mois environ. Le calcul était facile: deux semaines à partir, disons, du 7 mai, cela donnait le 21 mai comme première date possible pour un débarquement⁹.»

Les meilleures prévisions à long terme sont d'ailleurs faites par des individus, les pires par des commis-

sions sur lesquelles s'appuient actuellement les services de renseignement américains et soviétiques. Dans ce domaine, bureaucratisation et centralisation provoquent des effets néfastes. Même les Israéliens, prétendument imbattables, connaissent des problèmes depuis les années 70, lorsque des bureaucrates prennent la relève d'un personnel brillant et plein d'imagination¹⁰. L'Union soviétique souffre de la même maladie, mais à un stade plus avancé, bien que ses agents se montrent très compétents pour rassembler des masses d'informations, pour les exploiter habilement dans des campagnes soigneusement planifiées comme les manifestations antinucléaires en Europe occidentale.

Les dirigeants du Kremlin, parce qu'ils font peu confiance à leurs populations, craignent toujours une contre-révolution. Pour un membre du KGB chargé du renseignement extérieur, on en dénombre quinze dont la mission consiste à surveiller l'armée et leurs concitoyens. Cette «psychose» ne date pas d'hier. Pendant la Deuxième Guerre mondiale, les responsables de Moscou semblent avoir sacrifié leurs soldats prisonniers par dizaines de milliers en infiltrant des agents provocateurs dans les camps allemands, mesure qui devait pousser les nazis à massacrer ces captifs plutôt qu'à les «retourner» contre le régime communiste. Les révoltes dans les Etats satellites d'Europe de l'Est, qui ont exigé des interventions militaires massives afin de maintenir des régimes

communistes rejetés par les populations, renforcent sans doute ce sentiment de méfiance¹¹. Celui-ci se fait également sentir dans les rapports des dirigeants avec leurs collaborateurs et avec les pays alliés. Cet élément auquel s'ajoutent les cloisonnements propres à toute administration hypertrophiée, les rivalités entre le KGB et le GRU¹² provoquent un véritable blocage du renseignement. Cela va si loin que des responsables d'Etats appartenant au Pacte de Varsovie recourent aux spécialistes «capitalistes» pour se faire expliquer l'ordre de bataille de l'Armée rouge!

Ces problèmes de diffusion empêchent les Soviétiques, dans des situations mouvantes, de faire des analyses rapides et précises; la coïncidence de plusieurs événements majeurs risquerait de bloquer la procédure d'évaluation, partant, de provoquer la panique des dirigeants. Des révoltes en Europe de l'Est conjuguées avec l'aggravation de la dissidence et des incidents frontaliers avec la Chine pourraient faire croire à une vaste conjuration des puissances occidentales. Certains experts du Département d'Etat américain pensent qu'une crainte de ce genre a précipité l'intervention en Afghanistan. La peur d'une contre-révolution amènerait éventuellement la direction soviétique à provoquer une crise internationale grave, voire un conflit, pour prévenir des difficultés internes¹³.

Les services américains souffrent également de centralisation, de

bureaucratisation et de «commissio-nite». En 1986, le renseignement reste toujours une voie de garage pour un militaire de carrière; on y trouve rarement des officiers supérieurs ayant fait leurs preuves en opérations... Président et gouvernement continuent à recevoir des évaluations concernant des conflits virtuels majeurs, rédigées par des officiers subalternes sans aucune expérience, même au niveau de la division¹⁴. Peut-être fait-on aussi trop confiance aux moyens techniques et aux statistiques.

Durant la guerre du Viêt-nam déjà, le commandement américain basait ses évaluations sur des chiffres. L'activité des grandes unités était appréciée à partir du nombre d'opérations hebdomadaires, si bien que certains commandants de troupe se mettaient en évidence en organisant de nombreuses patrouilles qui ne s'éloignaient pas assez de leurs stationnements pour rencontrer l'ennemi. D'autre part, les statistiques concernant les pertes ennemies, dans une guerre révolutionnaire, risquent d'induire en erreur, la troupe s'inquiétant peu de savoir si les cadavres retrouvés sont ceux de guérilleros, d'hommes de l'armée régulière ou de simples paysans malchanceux. Le service de renseignement du corps expéditionnaire s'avère aussi incapable d'évaluer les menaces extrêmement subtiles qui caractérisent un tel conflit. Tenir militairement une région n'apparaît pas comme une donnée significative, il faut savoir si l'on contrôle la popula-

tion. Le paiement de l'impôt donne en revanche des indications intéressantes, comme l'implantation et surtout les assassinats de fonctionnaires gouvernementaux, d'instituteurs dans les zones rurales¹⁵.

Le service de renseignement à la troupe...

Si les spécialistes du renseignement stratégique travaillent surtout sur le moyen et le long terme, il n'en va pas de même pour les états-majors de troupe. Le combat moderne leur impose un rythme de plus en plus rapide. Durant la Deuxième Guerre mondiale, il fallait au moins 5 heures à une compagnie d'infanterie pour couvrir 30 kilomètres, alors qu'aujourd'hui, il n'en faut que 2 à une unité mécanisée, les armées des grandes puissances n'alignant plus de formations à pied. Si cette centaine d'hommes est transportée par la voie des airs, le vol ne prendra pas plus d'un quart d'heure.

Pour réagir en temps utile, le bataillon de l'OTAN devrait «voir» à 15 km et connaître les mesures de l'adversaire qui, dans les 12 heures, pourraient le concerner, la division devrait «voir» à 150 km et prévoir l'évolution de la situation dans les prochaines 72 heures. Au combat, les informations recueillies par les unités devraient parvenir en quelques minutes au bataillon, en moins d'une heure à la division¹⁶.

Depuis toujours, ce sont les combattants de première ligne qui peuvent recueillir le plus d'informations. Encore faut-il que leur instruction dans ce domaine soit suffisante et que leurs chefs les fassent transmettre dans les délais, sans quoi les synthèses établies au bataillon, au régiment et à la division restent inexactes, incomplètes, donc plus «dangereuses» qu'utiles. Beaucoup de renseignements se perdent sur le champ de bataille, c'est normal, vu les conditions qui y règnent : chacun a des soucis plus immédiats. Pourtant, on ne se rappelle pas toujours qu'un renseignement, même celui qui semble banal ou insignifiant, peut présenter un très grand intérêt pour les échelons supérieurs. L'engagement d'une formation ennemie qui n'était pas encore en ligne peut, une fois ce renseignement intégré dans le puzzle auquel travaillent les spécialistes, indiquer un secteur d'effort principal, voire une manœuvre opérative, si ces formations viennent de loin. En effet, seul un commandant de haut rang, dans la deuxième hypothèse, ordonne de telles rocadés. Chaque journée de combat révèle 10 à 20% du dispositif de l'adversaire. Avec ce dont ils disposaient initialement, avec les résultats obtenus en un ou deux jours d'opérations, les officiers de renseignement jusqu'au niveau division peuvent avoir une bonne vue d'ensemble... Le problème restera toujours l'évaluation et l'interprétation d'une masse considérable d'informations¹⁷. Comme le disait si

justement Montherlant, un service de renseignement tactique, beaucoup plus que celui qui travaille au niveau stratégique, doit faire la part de l'absurde et du hasard. «Nous ne saurons jamais pourquoi telle unité, qui logiquement devait accomplir tel acte, accomplit un acte contraire. (...) Il n'y a donc qu'à prévoir et parer selon la logique, en gardant assez de souplesse et de marge pour n'être pas trop surpris (...)»¹⁸.

... et ses moyens

La technologie, l'électronique ouvrent des perspectives fantastiques, aussi bien dans le domaine du renseignement stratégique que tactique. A ce dernier niveau, il suffit de penser aux transmissions et aux systèmes de surveillance du champ de bataille qui exploitent le principe du radar, de l'imagerie thermique, de l'amplification de lumière résiduelle, de la photographie infrarouge, de la détection sismique. Les drones, engins volants commandés à distance, emportent des systèmes sophistiqués d'observation, sans que le commandement se voie forcé de hasarder des avions de combat extrêmement coûteux (dans les trente millions de francs suisses).

Le *Scout* israélien, dont l'envergure atteint 3,60 m et le poids 120 kg, part d'une rampe montée sur un camion. A la station de contrôle au sol, également sur véhicule, le «pilote» commande

l'altitude, la vitesse et le cap. En cas d'interruption des liaisons avec l'engin, celui-ci monte automatiquement à une altitude prédéterminée; si l'incident dure plus de 4 minutes, il rejoint de lui-même son point de départ. Le *Scout* possède un moteur de 18 CV qui entraîne une hélice située à l'arrière du fuselage et donne au drone une vitesse maximale de 150 km/h. L'autonomie (4 heures et demie) permet d'opérer jusqu'à 200 km de la base de départ, soit à une profondeur qui intéresse en Suisse un corps d'armée.

A la station de contrôle se trouve encore un «navigateur» qui, sur la base d'une carte à petite échelle, envoie des instructions de positionnement pour orienter les senseurs. Un «observateur» actionne les caméras de télévision montées dans l'appareil qui couvrent normalement une surface de 400 m sur 200. Avec le zoom, il arrive à 50 m sur 40, tout en obtenant encore une image à haut pouvoir séparateur des points particuliers. Le système est stabilisé et réglé pour observer 3 200 m devant le drone. Les images apparaissent sur un écran, mais elles sont aussi enregistrées, afin de garantir une analyse plus détaillées.

Le *Scout*, surtout prévu pour la reconnaissance, peut aussi régler un tir d'artillerie (il calcule automatiquement les coordonnées) et servir pour les contre-mesures électroniques.

Au cours des opérations de 1982 au Liban, des *Scout* assurent l'observation permanente des chasseurs et des sites de missiles DCA syriens. D'au-

tres «provoquent» les radars d'acquisition des *SAM*, ce qui permet aux missiles sol-sol israéliens de toucher leurs cibles. Ces drones s'avèrent aussi capables de neutraliser électroniquement ces radars d'acquisition: dès lors, l'aviation de l'Etat hébreu peut effectuer, sans trop de risques, des attaques destinées à détruire les sites. Tous les *Scout* ont regagné leur base¹⁹.

L'existence de ces systèmes ne saurait justifier une attitude fataliste, car des mesures passives, comme la décentralisation et la mise à couvert des matériels et des hommes, gardent toute leur efficacité, bien que les moyens actuels puissent faire la différence entre des végétaux sur pied et des branches coupées servant au camouflage. Des feux de signalisation semblables à ceux qui jalonnent les voies de chemin de fer, placés à proximité d'un objectif, empêchent par exemple la photographie en infra-rouge²⁰. L'ingéniosité, le bon sens, la recherche du «truc de combat» restent d'actualité dans toutes les troupes qui se veulent attentives au contre-renseignement.

D'autre part, rien ne remplacera la «vista», le flair, la compétence des officiers qui se trouvent à la tête des formations de reconnaissance ou de combat. Pendant la guerre du Kippour, les forces israéliennes parvinrent finalement à franchir le canal de Suez et à isoler la 3^e Armée égyptienne. Une reconnaissance bien conduite se trouve à l'origine de cette opération décisive. Une unité blindée patrouille dans la région de Graft; elle pousse

jusqu'au lac Amer, bifurque vers le nord sans rencontrer le moindre élément ennemi. Le soir venu, son commandant décide de faire demi-tour (il est à Kichouf). Il avertit ses supérieurs qu'un trou béant existe entre les 2^e et 3^e Armées égyptiennes. Sur la base de ce rapport, le commandement de Tshal déclenche une opération qui lui donnera la victoire dans cette campagne²¹. L'intervention britannique aux Malouines met également en évidence l'importance de nombreuses petites patrouilles engagées pour la recherche du renseignement. Les satellites américains n'ont pas tout fourni!

Les cris d'alarme, plus ou moins honnêtes, lancés contre les risques de

l'informatique partent de l'idée que des systèmes évolués sont à même de supplanter l'intelligence et le savoir-faire de l'homme. Ce mythe, en dernière analyse, semble un corollaire du progrès. Certains, au cours de la révolution industrielle, prétendaient que la machine allait enlever le pain de la bouche des ouvriers. D'autres, dans les années 1840, annonçaient que le chemin de fer risquait de provoquer la fin du monde! Ne multiplions pas les exemples: on sait ce que valaient ces sombres prophéties. Dans le domaine du renseignement, une constante garde toute sa valeur: l'homme n'est pas en passe de se faire supplanter par la technologie.

H. de W.

¹ Ce texte reprend en l'approfondissant un compte rendu de lecture paru dans *Le Démocrate*

² Metge, Pierre: *L'URSS en Afghanistan. De la coopération à l'occupation. 1947-1984*. Paris, CIRPES, 1984. p. 85

³ Kissinger, Henry: *Les années orageuses*. Paris, Fayard, 1982, t. I, p. 528

⁴ Churchill utilisa cet aphorisme au sommet de Téhéran, en novembre 1943

⁵ Raymond Aron: *Penser la guerre, Clausewitz*. Paris, Gallimard, 1976, t. I, p. 222

⁶ Ibidem, p. 289

⁷ Harvey Wheeler: «Calculateurs stratégiques», *Armements modernes*. Paris, Flammarion, p. 121-123

⁸ Bernadac: *L'exécution de Budapest*. Paris, France-Empire, 1966, p. 26

⁹ *La guerre des Malouines*. Paris, Tallandier, 1983, p. 17

¹⁰ *La guerre secrète moderne*. Paris, Bordas, 1986, p. 19-20, 192

¹¹ Ibidem, p. 196-198

¹² Le KGB, «Système de sécurité d'Etat», a une influence prépondérante, puisque son président siège au Politbureau et au Conseil de défense, tandis que le GRU, «Service de renseignement militaire», est seulement une direction de l'Etat-major général

¹³ *La guerre secrète moderne*, p. 42, 196

¹⁴ Ibidem, p. 204

¹⁵ Bernard Fall: *Les deux Viet-Nam*. Paris, Payot, 1967, p. 374-375, 402-403

¹⁶ *La guerre secrète moderne*, p. 150-151

¹⁷ Ibidem, p. 165

¹⁸ Montherlant, Henry de: «Textes sous une occupation», *Essais*. Paris, Gallimard, 1963, p. 1405

¹⁹ *La guerre secrète moderne*, p. 133-135

²⁰ Ibidem, p. 12

²¹ Ibidem, p. 146